

SIDI BEL-ABBÈS

Plusieurs localités concernées par une opération de distribution de logements sociaux

Quelque 400 logements sociaux réalisés dernièrement au niveau de 2 sites de la ville de Sidi Bel-Abbès, à savoir ceux des quartiers Adda Bendjellal et de Boukhanafis seront dans les très prochains jours distribués.

Le premier site accueillera les actuels occupants des immeubles vétustes de la cité Adim Fatiha et le second, les occupants des bidonvilles et des fermes ayant fait l'objet d'un recensement. Les heureux bénéficiaires devront s'acquitter d'une somme de 58 000 DA représentant les frais d'acquisition et d'assurance.

Dans la daïra de Sfifef, quelque 200 logements sociaux seront aussi distribués dans le chef-lieu, et les communes de Aïn Aden et de Boudjebaha, au plus tard au début du mois de janvier

2013. La daïra de Benbadis, elle, a avalisé 1927 dossiers de prétendants au logement social sur les 2 682 dossiers déposés.

Si la daïra se réfère aux instructions de M. le ministre, elle devra les distribuer même si les logements ne sont pas achevés à 100%.

Les commissions des daïras concernées par les distributions sont en train de mettre la touche finale pour assainir les listes qui seront bientôt affichées. Il y a lieu de rappeler que les bidonvilles, les immeubles très précaires et les habitations au niveau



Photo : DR

des fermes seront démolis aussitôt que le dernier habitant quittera les lieux pour éviter tout danger d'effondrement.

A. M.

83 MILLIARDS DE CRÉANCES IMPAYÉES, DÉSISTEMENTS...

L'OPGI de Tiaret compte saisir la justice

Après avoir tenté toutes les mesures de facilitation de paiement envers ses locataires, appuyées de mises en demeure alternées, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Tiaret n'arrive toujours pas à recouvrer ses dettes dont le montant ne cesse de s'accroître au fil des années.

La situation est telle que l'office envisage au début de l'année prochaine, une action en justice contre les mauvais payeurs.

Cette décision s'explique par le volume des créances impayées atteignant les 83 milliards de centimes, ce qui n'est pas sans porter d'énormes préjudices à la trésorerie de cet organisme, sachant que le montant mensuel moyen du loyer est de 2700 dinars.

Selon une source responsable, le taux de recouvrement des dettes détenues auprès des locataires en 2012, ne représente que 27%. C'est dire les retombées enregistrées sur la prise en charge des opérations d'entretien et de maintenance du parc du logement de la wilaya, à commencer par les travaux dits de première néces-

sité comme l'étanchéité, les parties communes et les vides sanitaires dont la demande d'intervention, ne connaît pas de limites. Par ailleurs, le même office a remis sur le tapis un dossier aussi brûlant que prioritaire qui n'est autre que celui des désistements à de

tières personnes, une procédure illégale mais qui n'a pas été sans prendre une ampleur effrénée ces dernières années.

Les vérifications déclenchées dans ce sens ont permis de déceler que 15% du parc des logements de la wilaya qui est de 25 000 unités ont fait

l'objet de ce type de transactions. Selon le directeur de l'OPGI, toutes les dispositions réglementaires seront prises par voie de justice pour assainir cette situation qui pèse lourd sur la gestion du dossier du logement.

Mourad Benameur

Deux individus et une jeune fille arrêtés pour vol de véhicule et agression de son propriétaire

L'affaire du vol de véhicule avec violence contre son propriétaire et enlèvement de sa compagne qui a eu lieu le 13 décembre dernier au quartier «Ellouz» à Tiaret vient d'être élucidé par les éléments de la police judiciaire, suite à l'arrestation des trois mis en cause : B. Y. 29 ans, sa compagne B. H., une jeune fille de 22 ans et leur complice R.F 28 ans.

En effet, il était 10 heures du matin en cette fatidique journée du 13 décembre lorsque la victime qui était à bord de sa voiture de marque Toyota Hilux, accompagnée de son amie fut brusquement interceptée par les trois individus sus-cités. Ces derniers en état d'ivresse, ont réussi à s'emparer du véhicule sous la menace d'armes blanches, après avoir asséné de sérieux coups au conducteur, sur plusieurs parties de son corps. Alertée, la brigade de la police judiciaire s'est immédiatement rendue sur les

lieux pour porter secours à la victime que la Protection civile a évacuée aux UMC de l'hôpital Youssef Damerджи de la ville et tenter d'appréhender les suspects. De fil en aiguille, les enquêteurs n'ont pas tardé à localiser les trois agresseurs cachés dans un local inoccupé dans le quartier Oued Tolba.

Leur neutralisation s'est aussi soldée par la récupération du véhicule volé, partiellement endommagé ainsi qu'un lot d'armes blanches dont un sabre traditionnel et deux gourdins.

Présentés devant le procureur de la République, près le tribunal de Tiaret, pour vol avec violence, coups et blessures volontaires, association de malfaiteurs, et destruction des biens d'autrui et usage d'armes prohibées entre autres délits, les trois mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt.

M. B.

BÉCHAR

Deux nomades s'entre-tuent à coups de couteaux à Béni-Ounif

Une violente altercation a coûté la vie à deux nomades, qui se sont entre-tués à coups de couteaux dans une zone de transhumance à quelques encablures de Béni-Ounif.

Un troupeau de moutons qui broutait dans une pâture «interdite» serait à l'origine de la dispute qui s'est produite

entre un quadragénaire et un octogénaire. Alors que le ton monta entre les deux antagonistes, le jeune berger tira son couteau et l'asséna directement à l'abdomen de son rival.

Ce dernier riposta en lui enfonçant un coup de couteau fatal dans la tête le tuant sur le coup. Le vieil homme suc-

comba à ses graves blessures après son évacuation à l'hôpital de Béchar, indique-t-on. Une enquête a été aussitôt ouverte par la Gendarmerie nationale territorialement compétente pour déterminer les circonstances de ce drame qui a endeuillé deux tribus.

B. Henine

MOSTAGANEM

Un officier de police condamné à 2 ans de prison ferme

Reconnu coupable par le parquet de Mostaganem de corruption, un officier de police de la 1^{re} Sûreté urbaine de Mostaganem, âgé de 36 ans, a été condamné à la fin de la semaine dernière à la peine de 2 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 20 millions de centimes.

L'officier indélicat était impliqué dans une affaire dont les faits remontent au mois d'octobre dernier. Il a été arrêté en flagrant délit pour un modique billet de mille dinars. Cette affaire a commencé après l'interpellation d'un individu qui faisait l'objet d'une recherche ordonnée par les instances judiciaires. Lui notifiant le mandat d'arrêt lancé contre lui, il l'informa cependant de la possibilité de le relâcher, moyennant la somme de cinq mille dinars.

Une proposition qui ne pouvait qu'arranger les deux parties, sauf que la personne recherchée n'avait pas sur elle la totalité de la somme demandée et ne disposait que d'un seul billet de banque.

L'officier de police a dû se contenter de l'offre ainsi réduite. Malheureusement pour lui, une fois la transaction conclue et le binôme séparé, le malfrat recherché s'est dirigé au commissariat de police pour enregistrer sa déposition à propos des faits, appuyée par une photocopie du billet de banque remis.

Aussitôt l'action engagée, l'officier de police a fait l'objet d'une fouille et qui a permis la découverte du fameux billet en sa possession.

Lors du procès, l'inculpé et sa défense avaient bien soutenu que le billet en question avait été donné à titre gracieux, sans une quelconque contrepartie ou service rendu convenus entre les deux parties, du moment qu'elles entretenaient une relation d'amitié relativement ancienne.

Le tribunal ne l'avait point entendu de cette oreille. Le désormais ex-fonctionnaire de police est tombé sous le coup du sévère arsenal juridique de répression du fléau de la corruption.

A. B.